



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 23 mai 2016

### **Offre de soins : l'APVF salue les engagements de Marisol Touraine sur l'association des élus au suivi des GHT**

**L'Association des petites villes de France, que préside Olivier Dussopt, Maire d'Annonay, Député de l'Ardèche**, avait appelé l'attention de Marisol Touraine sur la constitution des groupements hospitaliers de territoire (GHT) le 8 mars dernier. La ministre des Affaires sociales et de la Santé a apporté des premières réponses satisfaisantes, confirmées dans un courrier du 17 mai, aux inquiétudes de l'APVF.

Les projets médicaux partagés, qui constitueront le socle de chaque GHT, seront ainsi élaborés progressivement jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2017. Les délais particulièrement restreints initialement prévus compromettaient la mise en place d'un schéma équilibré où chaque composante de l'offre de soins trouvait sa place, notamment les petites structures hospitalières. En matière de comité territorial des élus, une composition plus large est prévue avec l'intégration des maires des communes sièges et des représentants des collectivités siégeant aux conseils d'administration dans le cas des établissements médicaux-sociaux, et ce en plus des représentants des collectivités territoriales siégeant aux conseils de surveillance des établissements. Enfin, le décret qui instaure les GHT a repris l'ensemble des éléments sur ce comité prévus par la loi de modernisation de notre système de santé, comme l'avait demandé l'APVF, alors qu'une partie d'entre eux n'avaient pas été intégrés dans le projet initial de décret. L'APVF maintiendra toutefois sa vigilance sur la place de ces petits établissements hospitaliers dans les futurs GHT et les projets médicaux partagés.

Par ailleurs, l'APVF souligne les mesures positives dans le domaine de la santé qui ont été prises lors du comité interministériel à la ruralité du 20 mai. L'ouverture de 600 nouvelles maisons de santé pluridisciplinaires d'ici à 2018, la signature de 2 550 contrats d'engagement de service public et la modulation régionale du *numerus clausus* répondent à une partie des demandes de l'APVF en matière de lutte contre la désertification médicale. Elle maintient toutefois que d'autres dispositifs seront nécessaires et renouvelle sa proposition d'expérimentation des territoires prioritaires de santé.

#### **Contact Presse**

**André ROBERT**, Délégué général - 01 45 44 00 83 - [arobert@apvf.asso.fr](mailto:arobert@apvf.asso.fr)  
**Erwann CALVEZ**, Chargé de mission - 01 45 44 99 94- [ecalvez@apvf.asso.fr](mailto:ecalvez@apvf.asso.fr)  
APVF, 42 Bd Raspail, 75007 PARIS - [www.apvf.asso.fr](http://www.apvf.asso.fr)